

Lab.RII

UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE
Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation

CAHIERS DU LAB.RII
– DOCUMENTS DE TRAVAIL –

N°210

Mars 2009



**APRES L'EST, L'OUEST
L'EFFONDREMENT DES
PUISSANTS VU DU SUD**

Hassan ZAOUAL

**APRES L'EST, L'OUEST
L'EFFONDREMENT DES PUISSANTS VU DU SUD**

**AFTER THE EAST, THE WEST
THE COLLAPSE OF THE GREAT POWERS, FROM THE SOUTHERN
PERSPECTIVE**

Hassan ZAOUAL

Résumé : Pour beaucoup, le Tiers monde victime de la puissance économique des pays industriels et de leurs théories économiques. Vu du Sud, l'intégrisme *planificateur* et le *fondamentalisme de marché* sont obsolètes. Quel modèle pour le Tiers monde ? Retrouver les solidarités perdues, revoir le politique « par le bas ».

Abstract: For many economists, the Third World is the victim of the economic power of industrial countries and of their economic theories. Seen from the South, the Planification “integrism” and the market “fundamentalism” are obsolete. What is the best model for the Third World? Recovering the lost solidarity, reviewing the policy “from the bottom”.

**APRES L'EST, L'OUEST
L'EFFONDREMENT DES PUISSANTS VU DU SUD**

**AFTER THE EAST, THE WEST
THE COLLAPSE OF THE GREAT POWERS, FROM THE SOUTHERN
PERSPECTIVE**

Hassan ZAOUAL

TABLE

1. AUX ORIGINES DES DILEMMES DES LUMIERES OCCIDENTALES	4
2. L'ECHEC DU SOCIALISME BUREAUCRATIQUE A L'EST	4
3. APRES LE MUR DE BERLIN A L'EST, LA RUE DU MUR A L'OUEST	5
4. LA CRISE DU CATECHISME DU MARCHE UNIVERSEL	7
5. LE DEVELOPPEMENT AU SUD. UN MARCHE DE DUPES !	8
6. LA PUISSANCE DES PETITS MONDES FACE A LA GLOBALISATION	9
7. LE SITE CONTRE LE CAPITAL. UN DUEL SANS MERCI ENTRE LA VIE ET LA MORT	10

1. AUX ORIGINES DES DILEMMES DES LUMIERES OCCIDENTALES

Les crises bancaires et par extension économiques auxquelles nous assistons en direct sont à inscrire dans l'éventualité de la fin de toute une civilisation, celle qui réduit le bien-être humain au seul progrès matériel. Historiquement deux discours se sont attelés, chacun à sa manière, à justifier ce projet de société, aujourd'hui, globalisé : le libéralisme et le marxisme. C'est dans les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), œuvre capitale d'Adam Smith, que l'on trouve la conception primitive du premier : le marché conduit à l'*opulence* des sociétés. A sa suite, ses disciples ont écrit, souvent des ouvrages avec des titres portant le terme *Principes*. Ces derniers décrivent des lois quasi naturelles censées expliquer les secrets de l'économie. L'*héritage newtonien* de cette conception mécaniste de la vie économique y est pour beaucoup.

C'est donc en plein *siècle des Lumières* que cette vision de l'homme et du progrès a été formulée. Ce n'est pas un hasard puisque durant cette période, l'Occident rompt avec les anciennes visions du monde et introduit une *révolution culturelle* dans la manière même de définir le monde, la nature, le progrès et l'homme lui-même. Dans ce chamboulement, l'homme est libéré mais dans le même mouvement il se voit progressivement aliéné à un nouveau projet, celui du capitalisme. Comme Karl Marx, lui-même, le démontre dans ses premiers écrits (*Les manuscrits philosophiques de 1844*), l'homme se retrouve aliéné au travail salarié que le capitalisme organise et justifie au nom de l'économie politique. Il s'avérera que ce discours économique masque la vraie loi qui met au pas le prolétariat, celle de l'exploitation sans merci et de l'accumulation sans limite. « *Accumuler, accumuler, c'est la loi des prophètes* », écrivait Marx dans sa théorie du capital, publiée après sa mort par Engels.

Si Marx a fait une critique cinglante de l'économie politique, il n'en demeure pas moins qu'il reste un auteur fortement marqué, voire subjugué par la capacité du capitalisme à révolutionner en permanence les sciences et les techniques. Héritage que l'on retrouve aussi chez le grand économiste Schumpeter sous la formule d'une *destruction créatrice*. C'est, sans doute, cet attachement à l'idéologie du progrès du 19^e qui fera basculer, par la suite, les expériences socialistes du 20^e siècle vers le productivisme. D'ailleurs, pour Staline, « *C'est la technique qui décide de tout* ». Si pour de nombreux marxistes européens (Althusser), le passage du Marx des *Manuscrits* à celui du *Capital* est le signe d'une *maturité scientifique* du vieux maître, ce que sa pensée a gagné en rigueur au plan de la critique de l'économie, elle le perd, en vérité et selon nous, au plan du questionnement philosophique. Aujourd'hui, la philosophie rattrape l'économie qui n'a plus rien à dire. Comme le suggère Wittgenstein, « *Une science qui n'a plus rien à dire, devrait se taire* ». A l'évidence, l'accumulation des crises de toutes sortes (crises bancaires, crises économiques, crises sociales, crises alimentaires, crises énergétiques, crises environnementales etc.) est plus qu'un signe avant coureur d'une fin de paradigme. C'est la fin d'une discipline ou même d'une vision du monde. Les anomalies de la *civilisation économique* prolifèrent et semblent évoluer inexorablement vers son implosion.

2. L'ECHEC DU SOCIALISME BUREAUCRATIQUE A L'EST

L'ambivalence de la pensée de Marx a été récupérée et retraduite par les socialismes ayant réellement existé dans le sens où l'on devait garder, selon l'avant-garde révolutionnaire, la même vision du progrès (développement des forces productives, science et technique appliquées systématiquement à la production de biens matériels) que celle du capitalisme industriel. A la différence près que la propriété des moyens de production devait revenir à l'Etat censé représenter directement la classe ouvrière. On sait, maintenant, comment cette récupération a tourné. La *planification centralisée* a cherché à tout maîtriser, y compris les hommes mais en vain. Au lieu de développer la production matérielle apparentée au progrès, c'est la bureaucratie qu'elle a surdéveloppée. Il s'ensuit une économie de pénurie, une répression de l'esprit critique et de la liberté. En fonctionnant sur ces *dépossessions*, les économies soviétiques et à leur suite, les sociétés concernées se sont écroulées les unes à la suite des autres comme des châteaux de cartes.

En substance, l'effondrement du Mur de Berlin est le symbole de celui d'un système qui se voulait uniforme. Tout système qui ne saurait pas sauvegarder une certaine diversité en son sein s'autodétruit. Ce qui est arrivé à l'Est, arrive maintenant à l'Ouest. Le premier a été victime d'un *intégrisme planificateur* et le second d'un *fondamentalisme de marché*. *A contrario*, le discernement dans la vie économique enseigne la nécessité d'une *diversité stabilisante* mobilisant à la fois le marché, l'Etat, les acteurs de la société civile, une sorte d'*économie plurielle*. En d'autres termes, le marchand a besoin du non marchand (don, réciprocité, solidarité, capital social etc.) et de la régulation des pouvoirs publics. Ces paradoxes sont au cœur du défi posé à tout dogmatisme.

Sous la pression du libéralisme contemporain (théorie de l'économie de l'offre), le savoir économique avait choisi la voie inverse. En la matière, l'économie s'est même métamorphosée en *économétrie*. En ce sens, l'*économie pure* est la branche du savoir économique qui se veut la plus avancée scientifiquement. Ici, oubliant l'homme, les économistes adeptes du *tout marché* comparent leur savoir aux sciences physico-mathématiques. C'était du moins la volonté, entre autres, de Léon Walras, ingénieur, socialiste et adepte de l'économie de marché, dont la pensée a beaucoup influencé la tradition française en la matière. Dans cet *impérialisme de la formalisation* associant le marché, la mondialisation et les mathématiques (3 M), tout se passe comme si celui qui cherche la pureté en économie comme en religion, sans esprit critique, court le risque d'engendrer de la destruction. C'est ce qui semble se réaliser, aujourd'hui, dans les faits et les pratiques de l'économie dominante.

Tout compte fait, lorsque l'*économique* tend à totaliser le *réel*, il implose. *A contrario*, c'est ce qui est perçu comme *impur*, comme *irrationnel* qui semble même lui conférer sa vitalité et sa stabilité. C'est du moins le cas des *dynamiques locales* et *informelles* qui prolifèrent lorsqu'on prend la peine de quitter les bureaux de Wall Street en allant sur les terrains à proximité des hommes au Nord comme au Sud de la planète. C'est la *diversité* qui semble indiquer la voie de la *vérité* en économie comme dans d'autres domaines de la vie.

3. APRES LE MUR DE BERLIN A L'EST, LA RUE DU MUR A L'OUEST

Si pour certains penseurs, la décomposition du bloc communiste était synonyme de la *fin de l'histoire* au sens de la victoire définitive du capitalisme, il n'en est rien en réalité. D'autres Murs existent. Ils tomberont l'un après l'autre. Le plus symbolique et réel d'entre eux est celui de Wall Street, la *rue du Mur* ! Après, l'éclatement de la bulle internet et des attentats du 11 septembre 2001 du World Center, ce *Mur d'argent* est actuellement en pleine décomposition sous la pression même des postulats et des lois économiques qui ont servi à sa construction et sa consolidation lors de l'euphorie de la globalisation. Au passage, n'oublions pas que cette même rue a une histoire, celle d'une fortification au dessus de laquelle les trappeurs blancs échangeaient des marchandises (fusils et whisky contre fourrures) avec les Indiens, les plus dociles, des alentours !

Cet apartheid quasi planétaire continue et se renforce, en réalité, sous d'autres formes. Parmi elles, la globalisation économique a fini par se réduire à sa plus simple expression : faire de l'argent avec de l'argent en oubliant les gens d'en bas ! A y regarder de près, la spéculation, déconnectée non seulement des *besoins de la société* mais aussi de l'*économie réelle*, a remplacé l'innovation caractéristique du capitalisme des vrais entrepreneurs. Cette mutation des capitalismes occidentaux tend à les transformer en économies de rente (finance spéculative et commerce) et à déplacer le travail réellement productif vers l'Asie. Cette métamorphose bouscule, en retour, les rapports mondiaux et nous fait découvrir toute la fragilité des vieux pays industrialisés qui, pendant longtemps, ont cru que le libre échange fonctionnerait éternellement en leur faveur. Cette *impuissance de la puissance* se traduit par une montée en puissance d'un *pôle asiatique* au sein de l'économie mondiale capable de les concurrencer non seulement dans les industries de main d'œuvre mais aussi dans les activités incorporant de plus en plus de la créativité comme les industries informatiques, électroniques etc.

Ce bouleversement mondial dans les rapports de force économiques incite l'*impérialisme américain*, jusqu'à aujourd'hui, à tenter de prendre en otages, directement ou indirectement, les ressources naturelles, en premier lieu le pétrole. Cette option s'exécute par la force, la ruse et des stratégies géopolitiques autour du Venezuela, de la Bolivie, de l'Iran et de la Russie notamment en Asie mineure. En Irak, elle se paye en mort d'hommes. Au lieu de développer une économie de la connaissance, les gouvernements conservateurs successifs des Etats-Unis avaient choisi une stratégie de prédateurs (ressources naturelles stratégiques et de traders (finance)). Le déficit massif de la balance commerciale de ce grand pays et les structures de ses exportations et importations en disent long sur ce choix qui a fini par ruiner son économie et fragiliser sa société. L'élection de Barack Obama restitue l'espoir du peuple américain face à une gestion catastrophique du pays, tant à l'interne qu'à l'externe. Les multiples couches sociales et genres (femmes et minorités) de la société nord-américaine ont fait le choix d'une ouverture, celle d'une révision radicale de la politique suivie jusqu'ici par les gouvernements conservateurs.

Incontestablement, la fuite en avant dans la globalisation détruit massivement l'emploi dans l'ensemble des vieux pays industrialisés. A ce titre, le constat sur les destructions d'emplois sans compensation est indiscutable dans les industries. Même le secteur des services est aussi pris dans cette tourmente. En effet, des processus d'automatisation et de délocalisation des services (call center, comptabilité, marketing, recherche-développement etc.) font irruption et anéantissent le *mythe d'une société de services* capable d'amortir les destructions d'emplois dans le secteur secondaire. Ces *destructions non créatrices* en cours laissent des peuples entiers d'Occident sans perspectives réellement significatives face au chômage et à la misère.

De toute façon, l'économie qui a pris le pouvoir sur la société n'a pas pour but de créer des emplois. Le volume d'emplois créé n'est qu'une *conséquence aléatoire* de la logique du profit. S'il faut même supprimer des emplois pour accroître les profits, il n'y a aucune hésitation dans un tel système. C'est dans ces conditions que l'emploi devient lui-même une simple *variable d'ajustement* dans la gestion des entreprises. La croissance, c'est la croissance des profits ! Ainsi, une politique d'emploi est même un *contre sens* dans le contexte paradigmatique et pratique de l'économie de marché ! La preuve en est que les gouvernements en prise avec les crises bancaires ont su mobiliser des milliards de dollars et d'euros pour sauver les institutions du système financier en déliquescence. Un tel élan ne serait aucunement envisageable par les pouvoirs établis pour sauver des millions de personnes du chômage et de la misère sociale qui frappent à la porte des chaumières. Dans ce *processus de paupérisation*, toutes les couches des sociétés industrielles sont, aujourd'hui, touchées. Même, les *classes moyennes* n'ont plus de moyens ! Or, ce sont elles qui constituent le centre de gravité des sociétés dites évoluées au plan politique et économique (productivité, créativité et consommation). Une crise générale de légitimité se profile, donc, à l'horizon pouvant endosser, dans certaines situations, une sorte de *socio-terrorisme*.

Transformées par la gauche acquise au social libéralisme comme par la droite en « *poules fiscales* » afin de contrer les débordements populaires sous formes de *minima sociaux*, les classes moyennes ont atteint la limite supérieure de la pression fiscale à ne pas franchir. La *théorie de l'économie de l'offre* qui sert de justification scientifique au discours politique des gouvernements enseigne que la pression fiscale ne doit pas s'exercer ni sur les entreprises ni même sur les grandes fortunes. Ainsi, toutes les mesures ont été prises en leur faveur, depuis pratiquement une vingtaine d'années. Durant toute cette période, la part captée de la valeur ajoutée des économies occidentales par l'actionnariat et ses acolytes (décideurs, dirigeants, *traders* etc.), en somme par le capital, a beaucoup augmentée au détriment de celle du travail dans la structure des PIB. Mais rien n'y fait. La machine économique continue à produire des exclus et à appauvrir la majorité des populations de ces pays qui se veulent encore des modèles. C'est donc un *illusionnisme* de la science économique qui, aujourd'hui, ne fait plus recette.

4. LA CRISE DU CATECHISME DU MARCHÉ UNIVERSEL

A la lueur des problèmes d'aujourd'hui, ceux de l'environnement comme ceux des sociétés contemporaines, l'interprétation des anomalies du paradigme économique et par extension celui du progrès doit emprunter d'autres chemins. A vrai dire, le libéralisme et le marxisme, du point de vue des autres conceptions de l'homme et du monde sont ni plus ni moins que deux « *frères jumeaux* ». Ils partagent, en secret, une *culture du développement* qui incite, au nom d'une rationalité instrumentale, à vouloir tout maîtriser et à croire que le bien-être de l'humanité réside dans l'accumulation des biens matériels. Cette prophétie se réalise au détriment des liens entre les hommes. Pourtant, l'économie, elle-même, redécouvre aujourd'hui la nécessité des *liens* pour produire des biens et des services en toute sécurité et créativité.

Ce paradoxe est encore plus flagrant dans une économie de marché censée être régulée exclusivement par la recherche de l'intérêt personnel. Ce *catéchisme de la main invisible* d'Adam Smith que l'on enseigne encore dans les grandes écoles comme dans les universités est un formatage obsolète dans la théorie comme dans la pratique. Le *besoin de coordination* pour le dynamisme économique traduit le fait majeur que le modèle classique de l'économie poussé à l'extrême débouche sur l'anomie et la destruction des repères collectifs nécessaires aux transactions économiques, elles-mêmes. Ce n'est pas un hasard que les spécialistes les plus clairvoyants de ce domaine de l'homme en arrivent maintenant à réintroduire des entités collectives comme les institutions, les règles, les conventions et la gouvernance afin de mieux lutter contre l'incertitude radicale que génère le marché et qui, en retour le paralyse. Dorénavant, en économie, celui qui n'a pas de réseau n'a pas raison !

A vrai dire, l'économie capitaliste est toute une vision du monde. C'est une conception du monde qui cultive l'individualisme, l'utilitarisme tous azimuts et l'indifférence vis-à-vis de ses semblables. Cette culture du capitalisme développe l'opportunisme, une incertitude dans les relations interindividuelles. Par intérêt, l'homme y est incité à tromper son prochain. Que d'amis et d'ennemis nous avons rencontrés dans la même personne. En somme, lorsque tout le monde se met à la *stratégie de l'intérêt individuel*, c'est la *tragédie* ! Ce système de valeurs est à l'origine de la destruction du lien social dans les sociétés modernes. Cette culture constitue l'infrastructure imaginaire du capitalisme. Elle en constitue l'*impensé*. C'est avec elle que la *civilisation économique* a démarré et c'est avec sa crise éthique et technique qu'elle s'arrêtera. Ce qui est le cas aujourd'hui : fin d'une culture, fin d'une économie.

Tout indique que la crise à laquelle nous assistons, aujourd'hui, avait déjà éclaté au début des années 1980 lorsque les pays du Sud connurent des crises financières suite à leur surendettement. A l'évidence, le « *développement truqué* » des pays pauvres n'a été qu'une sorte de débouché au régime d'accumulation fordiste alors dominant dans les économies, en particulier dans celles des anciennes métropoles coloniales. De ce point de vue, leur « développement » a été ni plus ni moins qu'un soutien aux économies capitalistes, en somme un « *marché de dupes* » du point de vue du Sud. Cette *demande de développement* s'est vue dégonflée par les *programmes d'ajustement structurel* coïncidant ainsi avec le début du déclin du fordisme et la montée en puissance de la globalisation qui s'est instituée comme *nouvelle régulation par l'offre*. C'est dans le contexte de celle-ci que les économies euro-américaines, tout en tirant profit des marchés des matières premières et des activités productives délocalisées en Asie se sont progressivement orientées vers un rôle d'intermédiation à tous points de vue notamment au plan de la finance. Cette spéculation frénétique s'est même emparée des marchés des denrées alimentaires, un degré supplémentaire dans l'*immoralité des marchés boursiers*. Dans ces conditions, le capital industriel des pays qui s'affichent comme modèle a tendance à muter en capital commercial et financier. Cette économie globalisée des casinos associée aux délocalisations rappelle, par certains aspects, l'*économie monde* des comptoirs (Braudel) lors de la naissance du capitalisme commercial au 16^e siècle. Ce que Marx qualifiera, par la suite, d'accumulation primitive du capital.

Ainsi, dans ces conditions, la globalisation s'est financiarisée en entretenant des bulles successives, dont celle des *subprimes* est l'*une des dernières grandes trouvailles*. Un *capitalisme rentier* ne peut

faire que des bulles ! Et, c'est toujours le même principe, comment gonfler artificiellement une demande, ici celle de l'immobilier en entretenant l'illusion que ça ne pouvait que continuer. Les produits dérivés, en réalité des « *actifs toxiques* », y jouaient un rôle soit disant d'innovations ! Ici, le système, encore, une fois se heurte à l'*insuffisance de la demande* en raison des inégalités des richesses, en somme de l'exploitation de la grande majorité des citoyens américains à qui on a vendu des actifs immobiliers en dispersant les risques d'insolvabilités à grande échelle. Ce *hold up globalisé* fait, aujourd'hui, peser de lourdes charges sur les autres économies de par leur interconnexion avec l'économie américaine. C'est la contrepartie logique de l'euphorie de la globalisation qui s'était emparée de l'ensemble des décideurs politiques et économiques du globe. Cette « *vache sacrée* » de la pensée globale est maintenant à genoux.

5. LE DEVELOPPEMENT AU SUD. UN MARCHÉ DE DUPES !

Les pays du dit Tiers- monde ont fait les frais de ces erreurs de conception. Leurs expériences de développement se sont soldées sans résultats significatifs pour leurs peuples à l'exception des économies dynamiques d'Asie (Taiwan, Corée du sud, Singapour, Chine, Inde). Depuis un demi-siècle, la plupart des pays des 3 A (Afrique, Amérique et Asie) ont expérimenté de multiples modèles de développement inspiré des deux doctrines en cause sans pouvoir s'arracher de leurs conditions de pauvreté. Au contraire, le « *développement transposé* » s'y introduit et disloque leurs économies et sociétés sans suite.

Dans cette destruction massive, les sites-cibles perdent leurs aptitudes à gérer leur environnement, en somme, leurs *capacités de résolution* sans pour autant importer celles du capitalisme qui se cache derrière le *concept alibi* du développement. Ce qui les rend structurellement dépendants. L'expérience montre, en grandeur nature, que tout changement parachuté du haut vers le bas sans la prise en compte des contingences locales et de l'implication des populations échoue. A s'y méprendre, l'économie formelle qu'introduisent les institutions du développement et de la globalisation dans ces contrées du monde est une *économie de rente*. C'est le contraire d'un *capitalisme schumpetérien*, en d'autres termes innovant. Dans cette économie d'importation, on dépense plus que l'on pense. Dans le monde arabe pétrolier, c'est digne des mille et une nuits !

Leurs exportations comme leurs productions restent fortement marquées par leur trajectoire historique. D'ailleurs, la plupart des pays du Sud, abstraction des petites et grandes économies émergentes d'Asie du sud et du sud Est continue de fonctionner, en dépit des thérapies prodiguées par le Fonds monétaire international depuis une vingtaine d'années, comme des réservoirs de matières premières, de produits tropicaux et d'énergie (pétrole et gaz). Des produits où le travail de la nature prédomine sur le travail humain créatif. Fidèle à la fameuse formule de Descartes : « *La connaissance nous rendra maîtres et possesseurs de la nature* », le capitalisme exploitera ces ressources jusqu'à leur ultime réserve. Dans son programme, la conception économique du monde ne connaît aucune limite. Le marché ne pense pas !

Cette constante, le Sud comme réservoir d'énergie du Nord, est à relier au paradigme de référence qui l'incite à importer un *développement clefs en mains*. Ce qui, en toute logique, supprime ses capacités à imaginer et à innover ou à capitaliser sur ses propres traditions et sur les erreurs sociales et écologiques des pays du Nord. La formule consacrée de cette myopie de la macroéconomie du développement pourrait être résumée par cette phrase tirée d'un ouvrage d'Emmanuel Kant sur Les Lumières : « *Ne pensez pas, payez !* » Prisonniers de cette *industrie du développement* à laquelle participent aussi, aujourd'hui, certaines ONG, les pays traités comme cibles ne peuvent être que consommateurs des signes techniques venus d'ailleurs. Cette impasse paradigmatique s'auto-entretient par un surendettement qui sert, en définitive, les intérêts des élites locales, des firmes multinationales et des grandes banques des pays globalement riches. Rien n'y fait, ni le développement « *indépendant* » ni la globalisation, sa « *sœur jumelle* », ne sont arrivés à lever l'énigme du « *sous-développement* » tel que le paradigme en cause le définit. Il y a donc une *contradiction congénitale* qui

ne peut que s'amplifier avec la démographie de ces contrées du monde. Cette impasse structurelle finit, d'ailleurs, par exploser sous la forme de flux migratoires désordonnés, débordant ainsi les continents-réservoirs, d'où la multiplication des *kamikazes sociaux*, prêts à mourir pour atteindre les rivages de l'Eldorado européen, une étoile, en réalité, déjà éteinte !

Le paradoxe le plus criant c'est que ces économies officielles qu'organisent l'expertise, les pouvoirs en place et les grandes institutions internationales présentent une inertie en termes de flexibilité et de créativité. Cette inertie du formel, génératrice de surendettement, exprime paradoxalement tout le contraire des effets escomptés par les tenants du développement et de la globalisation. En dépit des aides, du financement extérieur et de l'assistance technique, la danse macabre des modèles continue autour de la victime !

6. LA PUISSANCE DES PETITS MONDES FACE A LA GLOBALISATION

Contradictoirement, dans les pays du Sud, ce sont les espaces qui échappent à l'emprise des institutions, celles qui incarnent le paradigme officiel du développement et de la globalisation, qui font preuve d'un dynamisme authentique. Comme la nature a horreur du vide, l'économie et la société le sont aussi. Ainsi, le vide que les thérapies officielles laissent derrière elles est vite rempli par *des formes de vie économiques* qualifiées par l'*orthodoxie économique*, avec arrogance, d'*informelles*. On se croirait en religion ! C'est justement là où s'expriment une créativité et un entrepreneuriat des populations, laissées pour compte par la machinerie officielle. Ce sont les *impuretés* exclues par le raisonnement de l'*économie pure* qui font la vitalité de ces organisations fortement hybrides. Ce paradoxe entre l'*inertie du formel* et la *vitalité de l'informel* constitue le paroxysme des contradictions dans lesquelles se débattent les institutions du savoir et du pouvoir acquises au développement et à la globalisation. Pourtant, ce paradoxe ne peut être décrypté qu'en sortant de leurs visions et en épousant les impératifs d'une révision déchirante de l'énorme savoir économique accumulé depuis deux siècles.

Le découpage qui isole l'économie de la société et qui en fait un domaine à part n'est plus d'une grande portée théorique et pratique. A y regarder de près, l'économie repose aussi sur des entités appartenant à d'autres domaines de l'homme comme la psychologie, la sociologie, l'anthropologie avec en arrière fond un souci d'*inter-culturalité*. Car les hommes ne donnent pas en tout lieu et en tout temps le même *sens* à leurs actions. C'est par le truchement de leur *imaginaire*, celui qui sous-tend leur site (cosmogonie, espaces de croyances locales, espace vécu etc.), que l'on pourrait véritablement redécouvrir que leurs actes économiques sont, en réalité, enchâssés dans des systèmes de valeurs, toujours singuliers et ouverts. A la base de l'énorme édifice de la globalisation, ces organismes sociaux prolifèrent et se nourrissent des diversités voisines et lointaines mais en filtrant les influences venues de toutes parts.

Dans ces petits mondes que la globalisation cherche à anéantir, le *sens* fait irruption dans le domaine rationnel de l'économiste et déstabilise ses frontières, voire même la rationalité sur laquelle notre expert prétend construire sa *sinistre science*. Cette rationalité épouse, en réalité, la diversité des contextes dont la *pensée unique* ne tient pas compte. D'absolue dans le *système de croyances scientifiques des économistes*, la rationalité qui a véritablement cours est toute relative. Elle est composite et finalement *située*. Par ces impuretés, cette plasticité des comportements humains où cohabite une pluralité de valeurs dérange la *science normale du paradigme économique* qui domine encore les institutions du savoir et du pouvoir. Le plus souvent dans ces mondes parallèles, même pour *accumuler*, il faut *donner*. Cette « *main communautaire invisible* » relativise, de façon substantielle, les visions classiques de l'économie au point de dire : *donner, donner, c'est la vraie loi des prophètes !*

7. LE SITE CONTRE LE CAPITAL. UN DUEL SANS MERCI ENTRE LA VIE ET LA MORT

Face aux défis cumulatifs que nous connaissons aujourd'hui, il faut donc de nouveaux principes intégrant les impératifs sociaux, environnementaux et interculturels. Car la biodiversité ne pourra être sauvegardée qu'en soutenant la diversité culturelle. De ce point de vue, aucune culture ou croyance quelconque n'a le monopole de la vérité. Il s'agit bien d'un des principes dialogiques de la civilisation de la diversité en gestation. Les pays du Sud comme les pays industriels, en *mal de restructuration*, ne pourront s'en sortir qu'ensemble. Ce qui supposerait de contenir l'hégémonie du marché et de changer les principes de base qui servent à définir l'homme et son progrès. En d'autres termes, celui-ci ne peut plus être défini comme un vulgaire *homo aeconomicus*, cet homme de la globalisation, mais en tant qu'*homo situs* responsable de son milieu social et environnemental. D'un animal à produire et à consommer, il est dans la nécessité vitale de devenir un homme concret vivant et réfléchissant à l'harmonie de ce qui l'entoure sous peine de disparaître comme espèce. Ce qui, en d'autres termes, signe la *victoire de l'acteur sur le tracteur*, synonyme des vieilles conceptions héritées du siècle de la machine à vapeur.

C'est la fin d'un *modèle unique* pour tous qui ne peut mener qu'à l'effondrement de la vie en société et sur terre. Si nous continuons à définir l'homme rationnel par le calcul et l'égoïsme propre à l'utilitarisme de l'économisme, l'humanité sombrera inévitablement dans une économie de violence généralisée au globe tout entier. Le monde étant fini, la multiplication des besoins de l'économie déguisés en besoins de l'homme est, en réalité, une supercherie de la *théologie de l'économie de marché*. C'est l'économie qui a besoin des besoins ! A l'évidence, c'est une *utopie meurtrière* pour tous. Elle s'accompagne d'une *société de risques* et d'une *économie des incertitudes*, comme d'ailleurs le démontre l'incapacité des gouvernements des pays les plus puissants du monde à rétablir une *confiance* dans le secteur bancaire. Peu à peu, les hommes semblent abandonner la bourse pour la vie.

La vie économique et sociale ne peut s'organiser que sur des bases de proximité avec les hommes. L'expérience démontre quotidiennement que l'homme est incroyablement croyant au sens où il a besoin d'adhérer à des valeurs qui le stabilisent face au chaos de l'ordre social. Ce n'est pas encore une fois un hasard si au moment même où la globalisation s'intensifie, on assiste à une montée en puissance des *dynamiques territoriales* (développement local et durable, économie sociale et solidaire dans le Nord et prolifération des économies informelles au Sud) dans lesquelles les acteurs trouvent un répit générant la *confiance* qui fait défaut au *tout marché*. Plus ça se globalise, plus ça se localise !

A y regarder de près, ce dernier paradoxe, exprime une nécessité, le besoin qu'a l'homme concret vivant d'appartenir à des sites symboliques et sociaux (groupes, communautés ethniques ou multiethniques, organisations sociales diverses, réseaux d'acteurs locaux etc.) pour mieux contenir l'entropie de la globalisation. C'est en *déglobalisant* la globalisation que l'on découvre qu'en définitive l'homme est un « *animal social et territorial* » qui ne sépare pas les dimensions de son existence que l'académie a tendance à isoler par les sciences de l'homme, cloisonnées les unes par rapport aux autres. C'est dans cet enchevêtrement de dimensions et d'influences internes et externes que l'*homo situs*, l'homme du site et de la situation, prend ses décisions. Il esquivé les divisions du *rationalisme*. Lorsque son site a pu sauvegarder son éthique, cette décision n'est jamais exclusivement déterminée par des impératifs économiques tels que les entend la *science normale* du *paradigme des économistes*. Ici, l'*éthique* rejoint la *technique* et éloigne le chaos technique. C'est ainsi que la diversité des sites de l'humanité endigue l'hégémonie du capital comme seule et unique horizon de la condition humaine. Face à la main invisible du marché, laissons donc aller et laisser faire les sites ou comme dit un proverbe africain Harubundu¹ : « *Ici, il y a de la valeur* ».

¹ Proverbe du Burundi adopté comme concept par l'ONG Echos communication de Bruxelles dans le cadre de son *concours international des porteurs d'espoir et créateurs de richesses africains*, soutenu par l'Union Européenne et l'Union Africaine et que l'auteur accompagne dans cette aventure visant à changer l'image de ce continent.